



**HAL**  
open science

## L'entrée dans la modernité (1860-1914)

Henri Courrière

► **To cite this version:**

| Henri Courrière. L'entrée dans la modernité (1860-1914). Histoire de Menton, Privat, 2010. <hal-03644145>

**HAL Id: hal-03644145**

**<https://hal.science/hal-03644145v1>**

Submitted on 21 Apr 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

## **L'entrée dans la modernité (1860-1914)**

Menton connaît, au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, deux processus de grande ampleur. La ville, tout d'abord, se développe très brutalement grâce au tourisme. En quelques années, la population augmente de façon impressionnante tandis que les fonctions économiques, les structures sociales comme les pratiques culturelles sont profondément bouleversées. Second processus : Menton doit faire, en quelques années, l'apprentissage d'une nouvelle nation, la France, et de nouveaux régimes politiques : le Second Empire, puis la Troisième République. Les notables, comme la population, doivent ainsi s'adapter et trouver leur place sur différents registres politiques qui se superpose et, en même temps, s'entremêlent. Ils doivent apprivoiser le suffrage universel et s'intégrer au sein des divisions partisans françaises. En économie comme en politique, Menton entre ainsi, de 1860 à 1914, dans une certaine modernité, touristique et démocratique.

### **Naissance d'une « ville d'hiver »**

L'essor du tourisme à Menton doit être replacé dans un contexte global, étudié par Marc Boyer, d'« invention du Midi » et de développement de la « climatothérapie ». Ce dernier est provoqué par de nombreux médecins anglais qui rédigent, à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, des guides médicaux destinés à attirer une clientèle aisée et qui, de cette manière, marquent le passage d'un art du voyage empirique à un discours de nature scientifique, insistant sur la santé et l'hygiène. Les vertus médicales du climat remplacent le simple éloge de la douceur du climat et de la beauté de la végétation. Les médecins diffusent ainsi une science climatique et hydrologique en publiant des traités et des indicateurs reposant sur des études de température de l'air et de l'eau. Ils inventent le concept, extrêmement flou, de « microclimat ». Celui de Menton, défini comme très doux, sec et protégés du vent, est recommandé pour les phtisies avancées et l'asthme.

Menton joue un rôle pionnier dans l'invention de ces nouveaux lieux pour les hivernants. Le docteur anglais Henry Bennet occupe ici une place déterminante, même si d'autres médecins avaient, avant lui, signalé la ville. Arrivé très malades à Menton, Bennet y aurait guéri au cours de l'hiver 1859-1860. Il s'y installe dès lors chaque hiver et publie, de 1861 à 1880, une quinzaine d'ouvrage sur les climats d'hiver, celui de Menton étant considéré comme le meilleur. En 1860, le géographe Élisée Reclus, dans le guide Joanne, classe Menton

dans la catégorie des « stations d'hiver médicales de la Méditerranée » et lui donne son surnom de « perle de la Méditerranée ».

Le nombre d'hivernants augmente rapidement. En 1859, la ville accueille 52 familles étrangères. En 1865-1866, elle en compte 550 puis un millier quelques années plus tard. À raison de cinq personnes par famille, et en comptant les domestiques, ce sont donc 3000 personnes environ qui hivernent à Menton en 1868, ce qui constitue une source de richesse majeure pour les habitants. Les infrastructures d'accueil s'adaptent. En 1850, la ville compte huit hôtels, quatre pensions de famille et 90 appartements, villas et appartements à louer. Le tourisme ne prend véritablement son essor que dans les années 1880. Au début de cette décennie, Menton regroupe en effet une trentaine, puis 62 hôtels et pensions de famille en 1913. La saison a lieu d'octobre à la mi-mai. Les séjours durent donc en moyenne six mois et sont effectués surtout par des étrangers, dont 80 % de Britanniques.

Contrairement à Cannes, Menton n'a donc pas eu d'inventeur prestigieux et mondain et, après 1860, la ville accueille relativement peu de hautes célébrités, presque pas de prince ou de grands aristocrates. La consécration royale ou princière de la ville vient d'hivernants qui, résidant à proximité, viennent visiter des compatriotes. Durant l'hiver 1881-1882, la reine Victoria s'installe cependant dans la propriété Handbury. Des membres de la famille impériale russe, qui hivernent à Monte Carlo ou Beaulieu, viennent assez souvent à Menton. Un des traits spécifiques de la ville vient de sa fonction essentiellement thérapeutique. Contrairement aux autres villes d'hiver, cette image n'est pas brouillée par d'autres, liées à la saison mondaine, aux plaisirs et aux jeux comme à Cannes ou Monaco. Les affiches, à partir du milieu des années 1890, montrent que les élites locales privilégient un tourisme de repos plutôt qu'un tourisme festif. La flore et la mer, omniprésentes dans les publicités, donnent une image faite à la fois d'exotisme, de calme et de beauté.

La présence de nombreux hivernants provoque l'essor du commerce et de l'artisanat, à partir de la fin des années 1860. Le nombre de négociants en vins augmente fortement dans les années 1880-1890 (on en compte une dizaine au milieu des années 1880). Le commerce de luxe (poteries, chapelleries, lingerie) se développe aussi vigoureusement. Le commerce occupe rapidement une place très importante au sein de l'économie locale. Afin de le développer, les commerçants participent à des salons et à des expositions, en France comme à l'étranger. Les banques bénéficient également de l'essor du tourisme. Une succursale de la Caisse d'Épargne est ainsi ouverte en 1864. Une Banque populaire est créée en 1883. La location de villas provoque la création de plusieurs agences spécialisées. À la fin des années 1880, environ trois-cents villas sont en locations. Cette activité est essentiellement tenue par

quatre agences (Gustave Amarante, Tonin Amarante, Willoughby et Boglio), qui fournissent également des domestiques et s'occupent de l'achat comme de la vente de terrains.

Le développement de l'économie provoque un essor démographique brutal. Menton passe ainsi de 4 900 habitants en 1860 à 17 900 en 1911. L'immigration italienne prend son essor dans les années 1880. Menton compte 1486 Italiens en 1881, dont une majorité de femmes (622 hommes pour 864 femmes), puis 2516 en 1891. La majorité viennent de Piémont et de Ligurie et travaillent dans le bâtiment ou l'agriculture. Les immigrés se rassemblent dans des associations à partir de la Belle Époque. En 1913, la société Dante Alighieri compte ainsi une cinquantaine de membres tandis qu'une société de bienfaisance italienne, la Société d'assistance italienne de Menton, autorisée en 1903, en rassemble cent-cinquante.

La seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle correspond également à une phase de modernisation et de développement des infrastructures. L'aménagement d'un nouveau port, de 1866 à 1883, profite aux bateaux de plaisance. Le chemin de fer arrive à Menton en 1869, puis à Vintimille en 1872. L'essor de Menton ayant commencé dès la fin des années 1850 et le début des années 1860, le chemin de fer n'est donc pas l'élément déclencheur du développement : il n'en est que l'accélérateur. Son arrivée est d'ailleurs plutôt mal accueillie par la population : en raison des arbres arrachés, des jardins défoncés et des fumées dégagées par les locomotives, qui sont nocives pour les phtisiques et les citronniers, le chemin de fer est perçu comme un perturbateur et un pollueur. Les hivernants craignent que la ville perde de son calme. Son tracé parallèle à la plage, qui coupe les villes de leur accès à la mer, est en outre critiqué par les habitants.

Face à ces nouvelles activités, l'agriculture décline peu à peu, surtout à partir des années 1880. Les surfaces consacrées à la culture du citron, de l'orange et des oliviers diminuent. En raison de la hausse du foncier, les terrains agricoles sont vendus et construits, permettant ainsi l'accroissement urbain. Les agriculteurs subissent également une crise de phylloxéra en 1884, puis une attaque de mildiou en 1888-1889. Malgré la création d'une Société agricole et horticole, en janvier 1878, le travail de la terre devient secondaire dans l'économie de la cité. On note cependant un essor de l'arboriculture, dans les années 1880.

Le commerce maritime, enfin, connaît une phase de développement rapide au cours de la seconde moitié des années 1870, mais il décline à partir de la fin des années 1880, victime de la concurrence du chemin de fer. En 1903, la flotte mentonnaise compte cependant encore 28 navires de commerce qui exportent de l'huile, des oranges et des citrons. Les yachts et bateaux de plaisance sont de plus en plus nombreux.

## **La société mentonnaise**

La nature particulière des activités économiques se traduit par des structures sociales relativement originales. Les élites sont essentiellement constituées de négociants, de banquiers et d'hôteliers, tandis que les industriels sont très peu nombreux. Dans les années 1880, la banque, le commerce et l'hôtellerie emploient 4 432 personnes, tandis que les activités industrielles (bâtiment, ameublement, textile, cuir, bois, alimentation ou éclairage) n'en rassemblent que 1969 et les activités de transport 420. L'agriculture emploie 571 personnes et l'administration publique 395. Autre conséquence des structures économiques particulières de la ville : l'importance des propriétaires rentiers (340 personnes) et des professions libérales (235).

Les hôtels emploient un personnel nombreux et précaire. Les conditions de travail sont difficiles. En été, la main-d'œuvre part travailler dans les villes d'eaux (Vichy, Plombières, La Bourboule) ou dans les stations de villégiatures (Chamonix, Deauville, Courmayeur). Les hôteliers de Menton gèrent fréquemment un autre établissement dans ces villes.

Certaines industries, liées au tourisme, se développent néanmoins, toujours en liens avec le tourisme : blanchisseries, poteries, confiseries, usines de pâtes alimentaires. Ces industries se localisent en périphérie de la ville : usine électrique dans la vallée du Careï ; usines d'apprêtement de rideaux et de céramique dans la vallée du Borrigo, dont le torrent est endigué en 1867-1869 ; moulins à huile dans la vallée de Gorbio. Il s'agit cependant de petites unités de production.

Le syndicalisme s'organise timidement à partir des années 1890. Les maîtres d'hôtels, les cochers puis les entrepreneurs de travaux publics se fédèrent en 1890, 1891 et 1897. C'est cependant à la Belle Époque que le syndicalisme se développe réellement avec l'apparition de syndicats d'ouvriers peintres en bâtiment (1904), de travailleurs auxiliaires de la voirie (1905), d'employés de commerce (1906), de commerçants (1907), de courtiers en citrons (1906), d'ouvriers charretiers et camionneurs (1908), de commerçants en vins (1905), d'ouvriers terrassiers (1908) ou de patrons boulangers (1911). Le climat social se tend à partir de 1900. Les ouvriers manutentionnaires du port font grève en 1903 puis bloquent le port et obtiennent une hausse des salaires en 1904. En 1905, une grève des ouvriers zingueurs s'étend aux autres ouvriers du bâtiment. La municipalité sert souvent de médiateur au cours de ces conflits sociaux.

En raison de la présence de nombreux pauvres et de riches donateurs, hivernants ou locaux, l'assistance privée est particulièrement développée dans le département. Elle est un

moyen, pour ces notables, de conforter leur mainmise sociale sur la population. Menton ne fait pas exception à la règle. La première structure créée, l'hospice de Menton, ouvert en 1861, est certes un établissement public, doté de 6 000 francs annuels. La crèche-orphelinat de Menton, en revanche, est une initiative privée, reconnue d'utilité publique en 1898. Elle a pour but de garder pendant la journée les enfants de plus de 15 jours et de moins de trois ans dont les mères travaillent hors de chez elles, employées dans l'hôtellerie ou domestiques, afin de leur donner des soins « hygiéniques et moraux ». La structure est aussi un orphelinat pour les filles pauvres âgées de 5 à 21 ans. Fonctionnant grâce à des cotisations et à des souscriptions des membres titulaires ou fondateurs, elle connaît d'importantes difficultés financières jusqu'à ce que le curé Otto, archiprêtre de Menton, fasse donation d'un immeuble, en mars 1898. La crèche organise aussi des concerts de charité pour récolter des fonds. Elle participe ainsi pleinement à la sociabilité notabiliaire.

La confrérie des Pénitents noirs, dirigée par des notables et dont la chapelle est très fréquentée par les hivernants, jouent également un rôle social important à travers leur société de secours mutuels et de bienfaisance. La ville compte enfin plusieurs sociétés de secours mutuels, dont la Société de Saint-Michel, créée en 1867, ou la Société ouvrière, fondée en 1884. Les hivernants s'impliquent particulièrement dans les activités de charité. De riches familles russes fondent en 1862 une société de secours mutuels pour les tuberculeux. La polyclinique de l'Hermitage, établissement hospitalier et de bienfaisance, est créée en 1892 par des donateurs russes pour venir en aide à leurs compatriotes.

## **Urbanisme et architecture**

L'essor de la population et le développement du tourisme provoquent d'importantes mutations urbaines et, de 1860 à 1875, plusieurs travaux d'ouverture ou d'élargissement de rues sont réalisés sur le modèle haussmannien. Un plan régulateur, prévoyant l'ouverture de grands axes perpendiculaires, est ainsi adopté en 1867, suivi d'un second en 1878. La promenade du Midi est aménagée dans les années 1860-1870, sur le modèle de la Croisette et de la promenade des Anglais. L'avenue de la Gare est ouverte en 1878 et le boulevard Garavan en 1882-1887, tandis que l'élargissement du quai Bonaparte et le contournement du quartier de la Ciapetta sont réalisés en 1902. La rue de la Condamine, enfin, est ouverte en 1906. Ces aménagements, réalisés avant tout pour les hivernants, provoquent une touristification de l'espace urbain, en même temps qu'ils réalisent une mise en scène du littoral.

Les pérégrinations de la mairie soulignent l'expansion urbaine de la ville. D'abord située dans l'ancienne caserne Forty, elle est ensuite installée en septembre 1880 par Gaspard Médecin dans l'hôtel Bristol, place Nationale. Devenue trop petite, le siège de la municipalité est enfin déménagé en 1901 dans l'hôtel Ardoïno. Ce dernier avait précédemment accueilli le théâtre des Folies Bergères, le Cercle Philharmonique, le Cercle des Étrangers, puis le Grand Casino.

De nouveaux quartiers apparaissent : à l'est, le quartier de Garavan, avec ses villas et ses hôtels ; à l'ouest, jusqu'au Careï puis au Borrigo. Les vallées et vallons s'urbanisent. La place Saint-Roch, aujourd'hui Clemenceau, constitue le cœur des nouveaux quartiers de l'ouest. C'est elle qui abrite le monument du Centenaire, avant qu'il ne soit déplacé dans les jardins Émile Biovès, aménagés en 1899.

De nombreux travaux d'assainissement sont parallèlement menés dans les années 1860, dans le sillage du courant hygiéniste et sous la pression de la Société des médecins de Menton, créée en novembre 1878. Les torrents sont couverts, un nouvel abattoir est construit à l'extérieur de la ville, tandis qu'un lavoir et des vespasiennes sont réalisés. Le marché de la place aux Herbes, devenu trop petit, est remplacé par les Halles, construites en 1897-1898 par Adrien Rey. Le torrent du Careï est progressivement couvert. Des premiers jardins, ceux de la Promenade du Midi, sont inaugurés en 1878 et embellis d'un kiosque à musique en 1884. La seconde partie, les actuels jardins Biovès, est inaugurée en 1899.

Comme l'a souligné Michel Steve, Menton présente un ensemble architectural très cohérent, marqué par l'importance de l'influence du style italien. Des architectes locaux formés à Nice puis à Paris, comme Adrien Rey, ou venus de l'extérieur, comme Charles Garnier ou George Tersling, construisent des immeubles de rapport, des hôtels et des villas. Tersling s'installe ainsi à Menton vers 1887 et y fonde une agence qui bénéficie de son important réseau de relations mondaines et commerciales. Adrien Rey réalise le musée et le marché couvert tandis qu'Abel Gléna construit plusieurs villas et le Riviera Palace. Quatre architectes, Adrien Rey, George Tersling, Abel Gléna et Alfred Marsang, marquent ainsi profondément l'architecture mentonnaise à la Belle Époque.

La fonction d'accueil, comme dans les autres villes d'hiver, se juxtapose à la ville ancienne. C'est d'autant plus le cas à Menton, où la ville ancienne est très dense et où la circulation s'effectue essentiellement par escaliers. Menton se compose donc de deux villes : le vieux centre, au pied du château, est essentiellement habité par des Mentonnais et demeure actif toute l'année, tandis que la ville moderne, qui longe la mer et s'étend dans les vallées, ne vit que l'hiver. La fonction d'accueil ne modifie donc pas la vieille ville, où les hivernants

vont peu et dont le centre demeure la place du marché, près du port. La ville nouvelle s'étend essentiellement à l'ouest, jusqu'au vallon du Careï. Elle abrite la poste et se structure autour de l'hôtel de Turin. Elle comporte deux promenades pour les hivernants : le quai du Midi, en bord de mer, et une seconde, le long du Careï. C'est cette partie de la ville qui regroupe les nouveaux lieux de culte, les casinos, les professions libérales et les commerces destinés aux étrangers. L'activité la plus importante des hivernants est en effet la promenade.

L'arrivée de l'eau joue un rôle décisif dans l'extension de la ville. Très importante pour les hivernants, elle permet en effet l'irrigation des jardins tout en offrant aux résidents les pratiques d'hygiène qu'ils réclament. La commune en concède le monopole de la distribution à la société de Marcellin De Jean. Significativement, elle prend en 1881 le nom de « Compagnie des eaux de Mentons et ses extensions ».

### **La vie culturelle et religieuse**

La vie culturelle se trouve également influencée par l'activité touristique. Les fêtes, tout d'abord, doivent distraire les hivernants. Le Carnaval, créé en 1878, est organisé par un Comité des fêtes à partir de la fin des années 1880. Composé de conseillers municipaux et subventionné par la mairie, il est également financé par des notables, propriétaires ou commerçants et par des hivernants. Outre le défilé, au cours de la deuxième semaine de janvier, le comité organise des spectacles, des galas mondains, des événements sportifs et des concerts publics. La première fête de nuit a ainsi lieu en 1882 et la première régates en 1884. À partir de 1881, la commission du Carnaval décide d'organiser, à la fin de la saison, un grand concours de musique international « afin d'offrir à la colonie étrangère des distractions dignes d'elle ». La fête de Garavan, qui a lieu pour la première fois en 1881, est organisée par un comité de quartier, dont le président est un conseiller municipal. Elle comprend une régates. Les fêtes patronales, pour leur part, se maintiennent.

Les cercles participent activement à la vie culturelle. Le Cercle Philharmonique, créé en 1845, accueille ainsi des pièces de théâtre, avant de déménager en 1866. Il compte une cinquantaine de membre en 1872, tous issus de l'élite locale et étrangère, auxquels il offre des jeux et des salons de lecture. Le cercle se transforme ensuite en café-concert et prend le nom de Folies Bergères. Le Café de Paris accueille pour sa part de petits concerts, sous le Second Empire.

Le théâtre apparaît au début des années 1860, dans un cercle situé sur la Promenade du Midi. Il est d'abord tenu par une troupe française de Nice, puis par une troupe italienne. Le cercle étant transformé en hôtel, le théâtre disparaît. Le théâtre de la rue Saint-Charles,

construit par Jérôme Bosano en 1875, fait jouer des troupes françaises et italiennes. La salle des Variétés, construite en 1879 et tenue par une troupe de Nice, joue des opérettes et des comédies. Un théâtre d'été est enfin installé au Skating-Ring et prend le nom de Tivoli Mentonnais. En 1881, la ville compte donc deux théâtres : la salle des Variétés, qui joue des comédies et des opérettes, et la salle Saint-Charles, davantage consacrée aux drames et aux mélodrames.

La presse locale soutient, à partir de la fin des années 1880, l'ouverture de casinos. Le Casino Central, ou Grand Casino, ancien Cercle des Étrangers, est ainsi ouvert en 1887. Il comprend un jardin, des salons et un théâtre. Le Casino municipal, plus vaste, œuvre de Tersling, est inauguré en 1909. Le Casino des Balzi Rossi, ou des Rochers Rouges, enfin, est ouvert en 1912 sur le territoire de Vintimille, à proximité immédiate de la frontière.

Toujours pour distraire les hivernants, Menton est également une des premières villes du département à se doter d'un musée, grâce à l'action d'un érudit, Stanislas Bonfils. Après avoir constitué un cabinet de curiosité, d'histoire naturelle et de paléontologie, il obtient en effet en 1878 la création d'un musée municipal, dont il devient le conservateur. Le musée est ensuite réaménagé entre 1902 et 1905. De nouveaux locaux, réalisés par Adrien Rey, sont inaugurés en 1909. Comme l'a souligné Sandrine Faraut, cette création doit être replacée dans le cadre de l'essor du régionalisme au cours des années 1860-1870. Il s'agit en effet de construire une identité, en rappelant les origines, l'histoire, les traditions et les gloires spécifiquement locales. Le musée, d'abord lié à une école de dessin et installé dans la mairie, est ainsi conçu comme étant un lieu d'étude, une sorte d'école d'histoire locale.

Le parcours de Stanislas Bonfils est caractéristique de la vogue, à cette époque, de l'histoire régionale, qui touche les notables et se traduit par la multiplication des sociétés savantes. Né en 1823 à Menton, Bonfils est en effet un syndic des gens de mer, passionné d'histoire locale et de préhistoire. C'est en autodidacte qu'il fouille la région des années 1850 aux années 1890 avant de léguer à la ville ses trouvailles faites aux Balzi Rossi : outils, ossements, collections d'histoire naturelle. Il ouvre tout d'abord un musée privé, en 1867. Parallèlement, l'archéologue Émile Rivière, chargé d'une mission dans la région par le ministère de l'Instruction publique, découvre l'« homme de Menton », ou « homme de Grimaldi », en 1872.

Comme dans le reste de la France, la Belle Époque voit se développer les manifestations sportives, notamment les régates internationales et les concours hippiques. Les structures sportives, également, se multiplient. L'Union Sportive de Menton et Roquebrune Cap Martin, dédiée au football, est ainsi créée en 1909. Des clubs de tennis, de golf et

d'escrime sont également inaugurés. Le Vélo-Club Mentonnais, créé en 1898, rassemble des notables et des commerçants sur la base de la cooptation. Fort de 73 membres en 1906, il organise des excursions et des courses avant d'organiser le premier championnat de Menton, en 1908. Le Lawn-Tennis and Croquet Club, ouvert en 1901, organise son premier tournoi international en 1902. Les associations de jeunesse se développent également, comme La Garde, créée en 1898, et dédiée à la gymnastique.

L'essor de la presse hebdomadaire est sensible dès les années 1870. *Le Courrier de Menton* (1871), *L'Avenir de Menton* (1874), *Le Mentonnais* (1876) et *Le Réveil de Menton* (1879) participent ainsi à la structuration d'une opinion publique plus diversifiée qu'auparavant. Cinq nouveaux journaux apparaissent ensuite dans les années 1880 : le *Journal de Menton* (1880), *Le Patriote Mentonnais* (1880), *L'Union Mentonnaise* (1881), *Le Combattant* (1882) et *La Voix de Menton* (1886), qui profitent des lois de libéralisation de la presse. Ces journaux participent très activement à la vie politique, de façon parfois complexe. La presse mondaine et touristique se développe aussi massivement, en lien avec la sociabilité hivernante. *La Semaine Mentonnaise* et *L'Hiver à Menton* publient ainsi des mondanités et indiquent les distractions disponibles.

La presse est particulièrement liée aux agences de locations, aux hôtels, aux casinos dont elle fait la promotion. Le *Journal de Menton* appartient ainsi à Gustave Amarante, propriétaire de l'hôtel Excelsior et de l'agence immobilière Amarante. *L'Indicateur de Menton* est publié sous l'égide de différents maîtres d'hôtels de la ville. Ces journaux forment également une certaine image de la ville, à la fois calme et exotique.

Les statues et les monuments, souvent liés à la présence d'hivernants, participent au même moment à la construction d'une identité municipale particulièrement ouverte et cosmopolite. Le monument au docteur Henry Bennett, inauguré en 1894, célèbre ainsi le rôle de ce médecin dans l'essor du tourisme. La fontaine Hanbury, du nom de botaniste anglais Thomas Hanbury, est inaugurée en 1897 pour commémorer le séjour de la reine Victoria en 1882. Le pont de la reine Élisabeth d'Autriche, inauguré en 1899, rappelle les séjours de la monarque entre 1894 et 1897. Le buste Longfellow, pour sa part, est plus étonnant : le poète américain n'a en effet jamais séjourné à Menton mais le Conseil municipal a accepté le don, effectué par un sculpteur nommé Dumond en 1899, pour témoigner de son « sentiment de respectueuse et vive sympathie à l'égard de la colonie anglo-saxonne » de la ville. Les deux statues du sculpteur russe Eugène Lanceray, enfin, inaugurées en 1903, proviennent d'un don. Elles représentent un fauconnier de Krasnoi, du nom d'une ville de Russie, et une chasse au berkout (aigle de Sibérie).

Sur le plan religieux, Menton demeure une ville majoritairement catholique. De nouvelles églises sont érigées et marquent l'extension de la ville : la chapelle Saint-Christophe en 1874, la chapelle Saint-Laurent en 1880, l'église du Sacré-Cœur en 1910-1913, l'église du Careï (1912). Le lieu de culte principal demeure cependant l'église Saint-Michel, dans la vieille-ville. Les confréries de pénitents jouent toujours un rôle important dans la vie religieuse. Les pénitents blancs sont ainsi propriétaire de la chapelle de la Conception, à côté de Saint-Michel, tandis que les pénitents noirs possèdent celle de la Miséricorde. Toutes deux s'occupent essentiellement de charité. Le monastère de l'Annonciade, enfin, demeure de lieu de pèlerinage fréquenté.

La présence d'hivernants provoque cependant l'apparition de lieux de cultes d'autres confessions. Une église réformée est construite en 1867-1868, la Saint-John Church en 1868, une église luthérienne allemande en 1873, l'église écossaise en 1890, une chapelle orthodoxe en 1886, enfin l'église russe orthodoxe Saint-Nicolas en 1892. Des carrés protestants et orthodoxes sont également aménagés au cimetière du Vieux Château en 1885. Lieux de culte et lieux de deuil participent ainsi eux-aussi à forger une image très cosmopolite de la cité.

### **L'annexion et le Second Empire : de l'opposition passive au soutien modéré**

L'annexion de 1860 dévoile l'ambiguïté de la situation dans laquelle se trouve Menton depuis 1848. Officiellement autonome, la ville dépend en effet, *de facto*, du royaume de Piémont-Sardaigne et elle participe donc au plébiscite d'annexion, bien qu'elle n'ait jamais appartenu au comté de Nice. À l'instar de ce dernier, la population se divise entre partisans et opposants du changement de souveraineté, mais les notables comprennent rapidement où se situe leur intérêt et se rallient à l'annexion. Le syndic Charles de Monléon soutient ainsi le rattachement.

La campagne plébiscitaire se déroule selon les pratiques ordinaires de la candidature officielle sous le Second Empire et les différentes autorités politiques, religieuses et administratives font campagne pour le « oui ». Les résultats montrent cependant que la ville fait partie des plus réticentes au changement de souveraineté et qu'elle compte encore des partisans de la principauté ou de l'Italie. Les résultats du plébiscite des 15 et 16 avril sont en effet parmi les plus mitigés, avec 639 « oui », 54 « non » et 2 nuls sur 910 inscrits, soit 70,22 % de votes positifs par rapport aux inscrits, contre 83,82 % pour l'ensemble du territoire concerné par le plébiscite.

La situation ambiguë de la ville est définitivement réglée le 2 février 1861, lorsqu'un accord est conclu entre la France et le prince de Monaco Charles III. Ce dernier renonce à

revendiquer le territoire de Menton et Roquebrune contre un dédommagement de quatre millions de francs. Le traité met fin à une certaine incertitude dont la prolongation commençait à inquiéter la population et à favoriser les rumeurs de retour à l'Italie ou à la principauté monégasque.

La ville demeure néanmoins passivement opposante. Lors des élections législatives des 9 et 10 décembre 1860, le candidat officiel Louis Lubonis obtient ainsi 446 voix contre 22 au candidat indépendant Henry Avigdor, mais l'abstention atteint les 67 % (968 abstentions sur 1439 inscrits) contre 50 % pour l'ensemble de la circonscription.

L'administration s'efforce, par ailleurs, de privilégier la continuité en ralliant les notables au nouveau régime. Les élections cantonales du 30 décembre 1860 sont ainsi remportées par le comte Maurice de Partouneaux, conseiller général de Saint-Auban et ancien général de division dans l'armée française, originaire de Menton. Les élections municipales des 26 et 27 janvier 1861 entérinent la nomination de l'ancien syndic, Charles de Monléon, comme maire, le 12 janvier. Charles de Monléon, propriétaire né à Menton en 1820, présente un profil rassurant pour l'administration impériale puisque son père, Jérôme de Monléon, a été maire de Menton sous le Consulat et l'Empire. Son oncle n'est autre que le comte Maurice de Partouneaux.

La symbolique politique est rapidement mobilisée pour affirmer l'adhésion de la ville à la France et à l'Empire. Le premier 15 août, en 1860, est ainsi particulièrement célébré. En juillet 1861, une place située près du torrent du Fossan est rebaptisée Place Napoléon. Un buste en marbre de l'empereur y est érigé au sommet d'une colonne, le 29 septembre de cette année. Le quai Bonaparte, en hommage à Napoléon I<sup>er</sup>, est inauguré en 1865.

Plusieurs troubles, dus à des Garibaldiens ou à d'autres partisans de l'Italie, sont cependant signalés dès le début des années 1860. Des partisans de Monaco sont également actifs. Le 2 juin 1860, plusieurs habitants de Menton se rendent ainsi à Vintimille pour fêter le Statuto. En mai 1862, un homme ivre qui criait des paroles « anti-françaises » est applaudi par la foule, lorsqu'il est arrêté. Les autorités s'inquiètent des nombreuses rumeurs concernant un éventuel retour à l'Italie, tandis que le débarquement de deux-cents volontaires garibaldiens à Vintimille, en septembre 1862, mobilise toute l'attention du commissaire de police. Plusieurs journaux italiens, qui réclament le retour du comté de Nice, sont saisis. La proximité de la frontière rend les autorités d'autant plus vigilantes. En janvier 1867, la rumeur court que l'ancien comté doit bientôt retourner à l'Italie.

Les élections législatives du 31 mai et du 1<sup>er</sup> juin 1863 sont particulièrement mornes, le candidat sortant et officiel, Louis Lubonis, étant le seul à se présenter. Le commissaire se

plainte de « l'apathie » et de « l'indifférence » des électeurs. Lubonis n'obtient que 448 suffrages sur 1208 électeurs inscrits, soit une abstention de 63 % (contre 47 % dans l'ensemble de la circonscription et 27 % à l'échelle nationale). Les élections municipales des 22 et 23 juillet 1865 ne changent rien. Charles de Monléon reste maire, mais le conseil municipal ne compte que seize conseillers sortants sur vingt-trois, soit un taux de renouvellement de 40 %. En mai 1865, Charles de Monléon succède à Maurice de Partouneaux, décédé, au siège de conseiller général.

Les trois dernières années du Second Empire offrent un visage contrasté. La démission de Louis Lubonis, trop peu populaire, en septembre 1868 provoque des élections législatives partielles en octobre. François Malausséna, maire de Nice, bonapartiste libéral, est le seul candidat. À Menton, il obtient 420 voix sur 1222 inscrits (soit une abstention de 66 %, contre 28 % pour l'ensemble de la circonscription). Lors des élections législatives de mai 1869, le même candidat obtient 836 voix sur 1335 inscrits, soit une abstention de 37 %. Les résultats sont donc davantage satisfaisants pour l'administration, mais Menton demeure néanmoins sensiblement plus rétive que le reste de la circonscription.

La nomination, en avril 1870, de Gaspard Médecin comme maire de la ville, en remplacement de Charles de Monléon, qui décède en mai, change la donne. Né à Menton en 1823, fils d'Adrien Médecin, propriétaire, Gaspard Médecin est un industriel et négociant en parfumerie, également banquier, assez fortuné (60 000 francs de revenus annuels en juin 1870). Élu conseiller municipal en 1865, il est dévoué au gouvernement. Conservateur libéral, il paraît surtout plus populaire que son prédécesseur.

Les résultats du plébiscite du 8 mai 1870 confirment cette impression. L'opposition se montre en effet particulièrement active. Trois notables de Menton font campagne contre le « oui », avec l'aide d'un membre du Comité central démocratique de Nice : l'avocat Alfred Borriglione, futur maire de Nice. Le maire de Menton, Gaspard Médecin, en revanche, fait campagne pour le « oui ». Dans le canton, ce dernier obtient finalement 1757 suffrages sur 2209 inscrits, soit 80 % (contre 62 % dans l'ensemble du département et 70 % dans la France entière). Menton est le seul canton urbain du département à ne pas faire acte d'opposition. Le commissaire de police attribue ce bon résultat au maire, qui s'est montré particulièrement actif. Les élections cantonales de juin 1870 se concluent par l'élection de Gaspard Médecin, seul candidat, tandis que les élections municipales d'août se déroulent dans le calme. Le régime semble avoir trouvé le relai qui lui manquait.

## L'apprentissage de la République

Comme ailleurs en France, la chute de l'Empire et la nouvelle de la proclamation de la République provoque des troubles. Le 5 septembre, des militants républicains défilent avec un drapeau rouge en chantant la *Marseillaise*. Ils détruisent le buste de l'Empereur et pillent les bureaux de l'octroi municipal. Rapidement, la majorité de la population mentonnaise montre une préférence marquée pour la République modérée, voire conservatrice. La ville n'est pas touchée par le mouvement séparatiste-particulariste que connaît Nice et Gaspard Médecin est confirmé dans ses fonctions de maire par la nouvelle administration républicaine.

L'élection de Thiers est bien accueillie et, lors des élections législatives du 8 février 1871, les candidats républicains (Désiré Féraud, Edmond Adam, Giuseppe Garibaldi et le préfet Marc Dufraisse) arrivent en tête devant les « séparatistes » niçois, en réalité particularistes, Louis Piccon, Constantin Bergondi et Alfred Borriglione. Lors des élections municipales du 30 avril 1871, la liste de Gaspard Médecin arrive en tête. De la même manière le 2 juillet 1871, la ville vote en majorité pour Fortuné Maure et Henry Lefèvre, républicains « français », qui devancent les candidats du Comité niçois Alfred Borriglione et Alexandre Milon. Menton n'est donc pas touchée par le mouvement « italo-nissardisant » de sa voisine. Lorsqu'il remporte les élections cantonales du 8 octobre 1871, Gaspard Médecin est qualifié de « conservateur libéral pro-français » par la presse républicaine. Il est renommé maire en 1872, malgré son passé bonapartiste.

L'édile est suffisamment libéral et conservateur pour plaire aux républicains comme au centre droit. En octobre 1874, il est ainsi élu député en même temps que le républicain Léon Chiris, contre les conservateurs particularistes niçois Joseph Durandy et Eugène Roissard de Bellet. Proche des idées de Mac-Mahon, Gaspard Médecin siège au Centre gauche. Renommé maire en février 1874, il figure sur les deux listes en présence lors des élections municipales de novembre : celle du Comité Mentonnais, conservatrice et particulariste, qui remporte le scrutin, et celle du comité adverse, plus libéral. L'administration s'inquiète, à cette occasion, du développement de l'esprit « exclusiviste » à Menton. Le nouveau conseil municipal est, en effet, composé exclusivement de natifs de la ville.

Le modérantisme du maire ne l'empêche pas d'entrer en conflit avec l'administration de l'Ordre moral. À l'approche des élections législatives de février 1876, il démissionne ainsi de son mandat de maire, en accusant le préfet Albert Decrais de s'opposer à sa candidature. Il ne se représente donc pas et le seul candidat, le baron Eugène Roissard de Bellet, conservateur modéré et partisan de Mac Mahon, est élu par défaut : l'abstention atteint en effet 70 % et les

bulletins blancs ou nuls représentent 23 % des suffrages. Gaspard Médecin est alors remplacé par Auguste Massa, conservateur libéral, à la tête de la municipalité. Né en 1819, syndic avant l'annexion et propriétaire aisé (50 000 francs de rente), le nouvel édile est cependant très proche des particularistes et des conservateurs. Le nouveau préfet Henri Darcy le pousse donc à la démission et Gaspard Médecin reprend son fauteuil de maire, en février 1877.

Lors des élections législatives d'octobre 1877, consécutives à la crise du 16 mai, la ville vote majoritairement pour le candidat républicain modéré Edmond Magnier, ancien journaliste au *Figaro*, soutenu par *Le Mentonnais* de Gustave Labourt, contre le candidat sortant conservateur modéré Eugène Roissard de Bellet et le candidat républicain « avancé » Alfred Lacour. Médecin remporte les élections municipales de janvier 1878. Au même moment, la républicanisation de l'espace public s'affirme. Un buste de la République est ainsi érigé à l'emplacement de celui de Napoléon, en septembre 1879. Comme l'a montré Solange Frediani, il s'agit d'une Marianne modérée : sa couronne est composée de lauriers, sa chevelure est ordonnée et sage, sa poitrine est couverte et son visage porte une expression d'autorité. De même, l'inscription sur le piédestal, RF, évoque une République non révolutionnaire et rassurante. L'emplacement choisi, la place Nationale, face à la mairie, vise à effacer la symbolique impériale.

Paradoxalement, Gaspard Médecin survit politiquement peu de temps à l'instauration définitive du régime qu'il a contribué à instaurer dans les Alpes-Maritimes. Sa position très centriste devient en effet intenable sur la question religieuse, où les positions sont très tranchées. Dès 1876, le journal *Le Mentonnais*, fondé et dirigé par Gustave Labourt, l'accuse de séparatisme et de cléricalisme. En 1877, des tensions agitent la municipalité au sujet des subventions qu'il convient d'attribuer à l'école congréganiste et, en 1878, une partie du Conseil municipal refuse d'autoriser l'ouverture d'une nouvelle école religieuse. Enfin, en 1879, onze des vingt-trois conseillers municipaux votent, contre l'avis de Médecin, la suppression d'une école communale dirigée par les Frères des écoles chrétiennes.

Le Conseil se divise de plus en plus nettement entre conservateurs, républicains modérés et républicains plus « avancés ». Les élections municipales de janvier 1881 sont remportées par des conseillers protestataires, soutenus par *Le Mentonnais*. Gaspard Médecin démissionne de son mandat de maire en février 1881. Le banquier François Palmaro est nommé maire en février 1881. Il démissionne au bout de quelques mois pour être remplacé par un avocat républicain modéré, Émile Biovès, élu en novembre 1881, proche de la tendance opportuniste. En août 1883, Gaspard Médecin est battu lors des élections cantonales par un jeune avocat de Nice, Ernest Lairolle.

Émile Biovès représente bien la nouvelle bourgeoisie républicaine. Né le 10 mars 1849 à Menton, où habitent ses grands-parents, il fait ses études à Marseille, où habite son père, puis à Paris, au Lycée Louis-le-Grand et, enfin, à la faculté de droit d'Aix-en-Provence où il obtient une licence. Revenu à Marseille, il épouse la nièce d'un important avocat de cette ville, Aicard, dont il devient le secrétaire. Il fait alors parti des comités républicains de Marseille avant de s'installer à Menton en 1876, comme avocat, et d'entrer au conseil municipal en 1880.

### **Menton dans la République**

Dans les années 1880, la ville connaît le développement des mêmes mouvements que dans le reste de la France. Le boulangisme rassemble un certain nombre de partisans. Les membres de l'Internationale ouvrent un bureau et se montrent actifs lors des 1<sup>er</sup> mai, notamment en 1906. Le mouvement anarchiste se développe dans les années 1890, y compris chez les ouvriers italiens, fréquemment expulsés. De nombreuses arrestations se produisent en 1894-1896, à la suite de l'assassinat de Sadi Carnot. Comme l'ensemble du pays, Menton est marquée, au cours de cette période, par l'essor de la « question ouvrière » et du socialisme.

Signe de la faiblesse des conservateurs, le député sortant Eugène Roissard de Bellet ne se représente pas lors des élections législatives d'août 1881 et les républicains se divisent en deux comités. Le premier soutient le riche propriétaire Raphaël Bischoffsheim, républicain modéré, tandis que le second patronne Marcellin De Jean, président de la Société anonyme des eaux de Menton, plus radical. La municipalité soutient le premier de ces deux candidats, qui est finalement élu. La victoire de Bischoffsheim montre le tropisme modéré de la majorité de l'électorat. Lors des élections municipales de mai 1884, Émile Biovès est réélu. À l'occasion des élections législatives d'octobre 1885, Menton vote pour les républicains opportunistes Alfred Borriglione, Ernest Roure et Maurice Rouvier. Les campagnes électorales sont particulièrement violentes au cours de cette période. En 1882, au lendemain de la réélection d'Émile Biovès, les bureaux du *Mentonnais* sont ainsi saccagés par ses adversaires. Les élections municipales de mai 1896 et législatives de 1906 sont, également, marquées par des violences. Autant de signes qui indiquent que la vie politique, à Menton, n'est pas aussi paisible qu'elle semble l'être.

Au cours de ces années, la mairie est marquée par une certaine alternance entre républicains modérés et radicaux, que montre la succession des maires : à Émile Biovès (1881-1885) succède Louis Laurenti, proche des Républicains de gauche (1885-1896), puis à nouveau Émile Biovès (Gauche républicaine, 1896-1905). Ce dernier est remplacé par

François Fontana, directeur de la Banque populaire (1905-1914). Né à Menton en 1868, fils de commerçants, François Fontana a fait ses études au collège de Menton puis au petit séminaire de Nice. Bachelier ès sciences, il commence une licence en sciences naturelles mais doit rentrer à Menton à la suite de la mort de son frère. Il s'occupe alors beaucoup de mutualité et préside la Société coopérative de production, la Société des vétérans des armées de terre et de mer, le Syndicat agricole ou l'orphéon *l'Écho de Menton*. Élu conseiller municipal en 1896, il est également le gendre de F. Palmaro. Louis Laurenti, pour sa part, est né à Menton en 1841. Fils de Dominique Laurenti, marchand et conseiller municipal, il fait ses études au lycée de Lyon puis retourne à Menton à la mort de sa mère. Rentier très aisé, il est élu conseiller municipal en 1881.

Menton demeure fidèle à la tendance républicaine modérée lors des scrutins législatifs. En 1889, elle vote ainsi pour Alfred Borriglione. En 1894, elle plébiscite son maire, Louis Laurenti, mais ce dernier est battu par Arthur Malausséna, proche de Borriglione. En 1898, enfin, elle vote pour Félix Poullan, avocat, républicain modéré (progressiste), soutenu par Alfred Borriglione. Félix Poullan, proche de la Gauche républicaine puis des Républicains de gauche, demeure député jusqu'à la Première Guerre Mondiale. Élu en 1898 et 1902 sans concurrent sérieux mais avec une abstention élevée, il doit faire face à une campagne très violente en 1906. Réélu, il est ensuite reconduit sans concurrent en 1910 et 1914.

La vie politique répercute également les tensions franco-italiennes, très fortes au cours des années 1880-1890. La proximité de la frontière, ainsi que la présence de nombreux hivernants allemands et autrichiens, entraînent le développement de l'espionnage et de la xénophobie, tandis que la frontière se militarise. Le 27<sup>e</sup> bataillon de chasseurs alpins, fort d'un millier d'hommes, s'installe ainsi dans la nouvelle caserne Gardanne à Carnolès (Roquebrune) en 1887-1888. Le fort Masséna, dit de la Tête de Chien est construit à partir de 1878. Le fort Catinat, dit du Mont Agel, à partir de 1888.

La républicanisation de l'espace public est, au-delà de ses aléas, très sensible. En 1878, des bustes de la République sont installés dans la salle des délibérations du Conseil municipal, dans le collège communal et à l'intérieur de l'école primaire laïque. La devise républicaine est inscrite sur tous les bâtiments publics. Le choix de l'emplacement de la nouvelle mairie, à la place de l'ancienne administration du Gouverneur général de la Principauté avant 1848, vise à effacer le passé monégasque de la cité. À partir de 1880, les 14 juillet sont l'occasion de revues militaires, de jeux, de concerts et de banquets sous l'égide d'un buste de la République. Des comités de quartiers apparaissent rapidement pour organiser les festivités. Le monument Bosano, du nom du lieutenant Henri Bosano tué au Dahomey en

1882, marque la francisation de l'espace mortuaire. Inauguré en 1894 dans le cimetière, il constitue en effet, comme l'a montré Solange Frediani, le premier hommage d'un soldat originaire de Menton tué sous drapeau français.

L'inauguration par Félix Faure, le 5 mars 1896, du monument célébrant le centenaire du « rattachement » de 1860 est l'occasion, pour la ville, d'affirmer son patriotisme et son attachement à la République. Le journal *L'Intransigeant* a en effet accusé la population de manquer de patriotisme. Lors de son discours, le maire Laurenti évoque les « très anciennes sympathies » des Mentonnais envers la France et souligne que le monument perpétue le souvenir de la « réunion définitive » de la ville à la nation. Le ton des discours est essentiellement patriotique. La présence d'un ancien soldat, originaire de Menton, qui a participé à la prise d'Alger en 1830 sert à démontrer l'ancienneté de ce patriotisme. L'évocation par le député Arthur Malausséna des généraux de Bréa et Partouneaux, qui ont choisi la France en 1814, va dans le même sens. Une cantate intitulée « Dans les bras de la France », composée pour l'occasion est jouée par l'Écho de Menton.

Le monument, dont le projet apparaît en 1891, a pour but de « perpétuer le souvenir glorieux du 15 février 1793 et du 2 février 1861 », tout en fêtant « le premier centenaire de la réunion » de la ville à la France. Comme l'a souligné Solange Frediani, il s'agit d'effacer le rôle du Second Empire dans l'annexion de 1860. La statue, due à l'architecte Émile Vaudremer et au sculpteur Denys Puech, représente « Menton se jetant avec confiance et abandon dans les bras de la France ». Cette dernière est drapée dans les plis du drapeau et porte une cocarde dans ses cheveux. Elle a, à ses pieds, un coq, symbole du peuple français. À la suite de la visite présidentielle, la rue Victor-Emmanuel est rebaptisée rue Félix Faure. Le monument est installé place Saint-Roch puis, à partir de 1903, dans le jardin du Careï.

Le 2 février 1911, les fêtes du cinquantenaire de la réunion à la France sont plus martiales : l'armée est omniprésente et les festivités ne comptent ni jeux, ni retraites aux flambeaux.

**Henri Courrière**